

Ecolo veut plus de toits sociaux

Laurent Dupuis

Mis en ligne le 13/03/2012

Ecolo veut en faire une des priorités de son programme.

Le logement, le groupe Ecolo de Tournai veut en faire une des priorités de son programme en vue du scrutin communal. Voire, sa priorité première. Ce lundi, le groupe de la minorité a voulu tirer un bilan de la politique de logement à Tournai. Conclusion : *"Elle n'est pas à la hauteur des besoins de la population"*, lance le conseiller communal Jacky Legrain.

Ecolo est tout d'abord parti de constats : 1 300 demandes de logements sociaux à Tournai, des logements vétustes qui nécessitent une rénovation, une régie foncière amorphe, les difficultés de fonctionnement de l'Agence immobilière sociale (AIS), l'insalubrité

Pour Ecolo, la Ville devrait poursuivre ces objectifs : augmenter l'offre de logements publics et rénover ceux qui existent, tout en pensant en termes d'économie d'énergie, et améliorer la qualité des logements publics et privés.

Afin de les atteindre, Ecolo met huit propositions sur la table. Il s'agit notamment de lancer de véritables projets de rénovation urbaine et de donner plus de moyens au CPAS. *"C'est possible, que l'on ne me dise pas le contraire"*, assène Jacky Legrain.

Autre point : le refinancement de l'AIS, qui est victime de son succès. L'AIS gère 200 logements à Tournai, Brunehaut, Rumes et Frasnès. Et alors que la plupart des locations de maisons prises en charge par l'AIS se trouvent dans l'entité de Tournai, cette dernière ne verse pas de cotisation à l'AIS. Par contre, c'est ce que font les trois autres communes. Ecolo veut faire changer cette situation.

Le groupe de la minorité veut aussi lutter contre l'insalubrité des logements privés et il veut que les priorités en matière de travaux de rénovation effectués par le Logis tournaisien soient revues. Ainsi, Ecolo ne comprend pas que le carrelage des vieilles maisons du quartier du Maroc soient refaits alors que le chauffage central n'est toujours pas installé.

Ecolo souhaite aussi que des projets de résidences-services sociales et d'habitat intergénérationnel soient développés. Enfin, ils souhaitent des projets de logements sociaux dans les noyaux d'habitat ruraux et la création d'une maison du logement et d'une cellule de prévention des expulsions.